

Commune de Petite-Ile

Administration - Secrétariat Général

ARRETE N° 481/2019

**Modification de la circulation et du stationnement sur la rue Pasteur
Travaux de fouille en tranchée pour le compte d'EDF**

Le Maire de la Commune de Petite-Ile,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la route
Vu le Code de la voirie routière
Vu le Code pénal,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'arrêté du 06 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 02 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
Vu l'instruction interministérielle du 13 août 1977 sur la signalisation routière modifié par les textes subséquents,
Vu l'arrêté n° 255/2018 du 12 octobre 2018 modifiant les limites des agglomérations sur le territoire communal,
Vu la demande d'intervention de l'entreprise TESTONI pour des travaux de fouille en tranchée pour le compte d'EDF, sur la rue Pasteur, à proximité du n° 27 (Dossier Somnica),
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers,

ARRETE :

Art. 1^{er}. – A compter du 26 novembre 2019 et ce jusqu'à la fin des travaux, de 8h00 à 15h00, la circulation et le stationnement seront modifiés comme suit,

Rue Pasteur, à proximité de la zone de travaux :

- **Circulation alternée**
- **Vitesse limitée à 30 km/h**
- **Stationnement interdit**

Art. 2. – Des panneaux de signalisation réglementaire seront apposés par l'entreprise responsable des travaux.

Art. 3. – Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux de constatation et seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 4. – Le Directeur général des services, Madame la Responsable des Services Techniques, Messieurs le Commandant de brigade de gendarmerie, le Responsable de la Police municipale, l'entreprise TESTONI, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

PETITE-ILE, le 25 Nov. 2019.



le Maire,

Serge Hoareau

Affiché le : 25 Nov. 2019

Publié au Recueil des actes administratifs de la Commune,
Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans le délai de 2 mois, à compter de sa publication et/ou de sa notification.